

L'Afrique du Sud et l'OIT s'associent pour promouvoir des programmes publics d'emploi et de travail communautaire

Avec un taux de chômage officiel de 25 pour cent, le gouvernement sud-africain sait pertinemment que la création d'emplois ne peut être laissée à la seule initiative du secteur privé. Il existe un très grand décalage entre le nombre d'emplois nécessaires et celui que le marché peut générer. Il incombe à l'État de combler cette lacune.

7/27/2011

FTR/SouthAfricaEmployment

PRETORIA (Nouvelles du BIT) – Avec un taux de chômage officiel de 25 pour cent, le gouvernement sud-africain sait pertinemment que la création d'emplois ne peut être laissée à la seule initiative du secteur privé. Il existe un très grand décalage entre le nombre d'emplois nécessaires et celui que le marché peut générer. Il incombe à l'État de combler cette lacune.

Aujourd'hui, l'Afrique du Sud est devenue un exemple à suivre de pays où les programmes publics d'emploi (PPE), dont le Programme de travail communautaire (PTC), jouent un rôle crucial pour fournir le minimum d'emplois que les marchés ne sont pas en mesure d'offrir. Le PTC, dont la portée n'est pas universelle, a été conçu pour tester une garantie d'emploi.

Cette approche est entièrement partagée par l'Organisation internationale du Travail (OIT), dont le [Pacte mondial pour l'emploi](#) de 2009 appelait à «utiliser des dispositifs publics de garantie de l'emploi pour l'emploi temporaire, des programmes exceptionnels de travaux publics et d'autres dispositifs de création d'emplois directs bien ciblés et qui englobent l'économie informelle».

Le programme de travail communautaire en Afrique du Sud

L'OIT et le gouvernement sud-africain viennent d'organiser un atelier international de sept jours dont l'objectif était de partager connaissances et expériences sur les innovations des PPE et à répondre aux besoins d'information et de renforcement des capacités de son programme de travail communautaire.

Le PTC donne accès à un volume minimum (2 jours par semaine) de travail régulier et prévisible, dans des domaines où le chômage est fréquent, tout en complétant les stratégies de subsistance sans les interrompre ni les détourner. Le PTC a été récemment (en avril 2011) intégré parmi les programmes entièrement financés par l'État du ministère de la Gouvernance participative et des Affaires traditionnelles (CoGTA en anglais).

Le PTC a été nettement revu à la hausse entre avril 2010 et mars 2011 avec un total de 89 689 offres d'emploi créées dans l'ensemble des neuf provinces d'Afrique du Sud. L'objectif, comme le confirme le CoGTA est de toucher 237 000 personnes d'ici à 2014.

M. Reckson Luvhengo, directeur général du PTC, a précisé que le programme était dirigé par la communauté et susceptible de renforcer l'interface entre gouvernement local et communautés.

L'atelier

L'atelier¹, accueilli par le gouvernement sud-africain, a réuni les principaux acteurs du PTC. Pendant sept journées, plus de 70 participants ont comparé leurs notes concernant la conception et la concrétisation des PPE, leurs propres expériences de PTC; ils ont aussi procédé à un exercice de préparation des travaux comprenant l'identification et la planification des travaux, ainsi que diverses questions liées à leur gestion.

L'atelier prévoyait également des visites sur le terrain à différentes communautés rurales d'Afrique du Sud, à savoir dans le Tjakastad, le Nhlazatshe et le Bushbuckridge, ce qui a permis de nouer des contacts directs avec les travailleurs et bénéficiaires.

L'un des groupes s'est rendu dans un dispensaire local dans le Bushbuckridge et a entendu le témoignage de Sœur Malibeye, l'infirmière en chef, qui effectuait des visites à domicile aux personnes sous traitement contre la tuberculose. Elle a affirmé que «le travail du PTC avait fait baisser le taux d'infection à la tuberculose et contribué à réduire la fréquence des multi-résistances au traitement de la tuberculose dans la zone».

Pendant ce temps, d'autres participants au PTC travaillaient dans le potager, cultivant de quoi nourrir les patients soignés pour une tuberculose ou sous traitement antirétroviral. Deux autres participants au programme s'occupaient du travail administratif du dispensaire et deux autres ont été formés au recueil de données. Par le passé, les infirmières devaient assumer ces tâches. Dorénavant, elles peuvent se consacrer aux soins.

L'un des principaux intervenants de l'atelier était Mme Amita Sharma, ancienne Co-secrétaire du Dispositif national de garantie d'emploi rural d'Inde: elle a mis en avant l'importance d'intégrer les PPE dans une stratégie nationale de croissance inclusive et a souligné la nécessité de renforcer la décentralisation au niveau local afin de garantir des approches participatives, permettant des innovations stratégiques et donnant davantage la priorité à la transparence et au sens des responsabilités.

Quant à l'accessibilité, elle a précisé: «Des marges de manœuvre budgétaires peuvent être dégagées grâce à des approches novatrices en matière d'investissement et à leurs effets multiplicateurs, grâce à la cohérence politique et à la rationalisation des programmes».

Selon Mme Mito Tsukamoto, spécialiste des politiques d'investissement à haute intensité de main-d'œuvre au BIT, «l'atelier a contribué à créer un environnement propice et une meilleure appréciation de toute une série de questions théoriques et opérationnelles; il a permis de connaître les innovations proposées par les PPE et les PTC».

Ont également participé à l'atelier le Trésor public, le ministère de la Gouvernance participative et des Affaires traditionnelles, le ministère de la Gestion locale et de l'Habitat, ainsi que plusieurs agences d'exécution à but non lucratif, y compris TIPS (en français: Stratégies de politique industrielle et commerciale), l'Institut Seriti et Teba Development, et d'autres partenaires de développement.

Pour plus d'informations, veuillez contacter le Département de la communication et de l'information publique du BIT au + 4122 799 7912 ou par courriel: communication@ilo.org

1 La formation s'appuyait sur le cours international sur «les innovations dans les programmes publics d'emploi», élaboré et dispensé par le Programme des investissements à haute intensité de main-d'œuvre du BIT (HIMO) en collaboration avec le Centre international de formation de l'Organisation internationale du Travail (CIT/OIT). Le prochain cours international est prévu du 12 au 30 septembre (du 12 au 25 septembre pour les cours à distance et du 26 au 30 au CIT à Turin, en Italie). Vous pourrez obtenir plus de détails en contactant s.ouine@itcilo.org